

ENTRETIEN

Juan Goytisolo

L'exclusion toujours recommencée

Revue d'études palestiniennes — *Vous venez de publier coup sur coup deux longs textes, l'un sur la Bosnie, l'autre sur l'Algérie. Outre la gravité de ce qui se passe dans ces pays, y a-t-il dans votre esprit un lien entre les deux situations ?*

Juan Goytisolo — Les événements de Bosnie et d'Algérie obéissent à des causalités différentes même s'ils se sont développés de manière simultanée. En Algérie, le pouvoir militaire qui gouvernait le pays depuis trente ans a suspendu le processus électoral qu'il avait lui-même mis en place, et a déclaré hors la loi le parti majoritaire sous prétexte que la démocratie était en danger. Argument fallacieux : on ne tue pas un malade pour empêcher son état de s'aggraver et qu'il n'en meure ! Ceux qui ont organisé le coup d'Etat militaire ou qui l'ont applaudi, ont non seulement fait la preuve de leur manque de respect pour les principes démocratiques, mais ont également commis une erreur extrêmement grave. La victoire du FIS en décembre 1991 était un vote de sanction contre trois décennies de despotisme, de corruption, et donc pas seulement un vote en faveur d'une république islamique. L'attraction qu'exerce le FIS sur les jeunes et ceux que le système marginalise provient de ce que ses critiques sont justes et qu'il a les mains propres par rapport à la gestion sociale catastrophique et au désastre économique dus au FLN. Il aurait fallu laisser le FIS gouverner et perdre son aura de pureté en lui permettant de gérer la crise. Les organisateurs du coup d'Etat ne l'ont pas entendu ainsi : en le déclarant illégal et en répondant à la violence armée, ils se sont condamnés à créer des martyrs et à suivre le chemin naguère tracé par la « pacification » française. Aujourd'hui, l'Algérie vit la répétition du passé : bouclage policier des quartiers populaires, répression, violence, guérilla rurale. Bref, la seconde bataille d'Alger. Seul un accord à brève échéance entre Lamine Zéroual

et la direction du FIS en prison peut éviter la guerre civile, la transformation de l'Algérie en Afghanistan.

En Bosnie, tout a commencé par l'attaque préméditée des extrémistes serbes, maîtres de l'immense arsenal de l'ex-armée yougoslave, contre une population civile pacifique et sans défense : l'horrible boucherie d'avril 1992 à Sarajevo. Il faut signaler ici un fait important : de même que les insurgés phalangistes et nationaux-catholiques ont échoué dans leur tentative de se rendre maîtres de Madrid en 1936 grâce à la résistance du peuple, de même les *chetniks* de Karadzic n'ont pas pu conquérir la capitale bosniaque. Quelques centaines de civils, avec un assemblage hétéroclite d'armes légères, ont repoussé des miliciens et des soldats armés jusqu'aux dents hors du centre et d'une partie des faubourgs de la ville. C'est alors qu'a commencé un siège qui, par sa longueur et sa dureté, n'est pas sans rappeler, comme l'a rappelé l'écrivain bosniaque Dzevad Karahasan, celui que Simon de Montfort avait imposé, il y a de cela des siècles, aux Albigeois. Un siège médiéval, mais avec des armes destructrices modernes, en plein milieu de l'Europe, à la fin du XX^e siècle : on a peine à y croire mais c'est ainsi ! Le génocide de la population bosniaque, les horreurs du « nettoyage ethnique » réalisés avec le silence complice de l'ONU et de la *realpolitik* de la France et de la Grande-Bretagne, ne constituent pas seulement l'épisode le plus honteux de l'histoire européenne de l'après-guerre ; c'est une blessure morale et politique dont les conséquences se font déjà sentir dans le reste des Balkans et de l'Europe de l'Est, ainsi que dans le monde musulman. La mort des douze Croates en Algérie, égorgés par les extrémistes du GIA, fut une conséquence directe de la passivité européenne face à la mort des 200 000 musulmans bosniaques. Ceux qui se sont indignés, avec raison, de cet effet — un acte condamné, ne l'oublions pas, par le Coran qui affirme que les croyants chrétiens et juifs doivent être protégés dans le cadre des lois d'un Etat musulman — auraient mieux fait de manifester plus tôt leur indignation par rapport à sa cause. Les palabres, les gesticulations, les informations truquées des négociateurs et des responsables politiques de l'ONU et de la Communauté européenne à propos de Sarajevo, de Mostar et, pour finir, de Gorazde, reproduisent, à quelques variations près, le même scénario : la capitulation devant les paladins de la Grande Serbie et leurs émules croates.

R.E.P. — *Vous êtes depuis longtemps très sensible aux processus d'exclusion qui se sont déroulés dans votre propre pays, de la Reconquête à l'expulsion des juifs et des Morisques, aux phénomènes actuels de rejet des gitans et des travailleurs maghrébins. Qu'est-ce qui, dans la situation bosniaque, renoue avec l'antécédent espagnol ?*

J. G. — Ce qui a le plus retenu mon attention, depuis le début de l'agression d'abord serbe, puis croate, à l'encontre de l'Etat pluriethnique, pluriculturel et plurireligieux de Bosnie-Herzégovine, c'est son extrême ressemblance avec deux épisodes très différents de l'histoire espagnole. Le premier, ancien, c'est la rupture

de la fertile coexistence à l'époque médiévale entre chrétiens, musulmans et juifs : la Cordoue des califes et la Tolède castillane. Quelques moines exaltés — que l'Eglise a par la suite sanctifiés — ont lancé leurs prédications antijuives qui ont provoqué les tueries de la fin du XIV^e siècle, et, pour finir, le décret d'expulsion promulgué par les Rois Catholiques en 1492. Parallèlement, une mythologie vindicative a tenté de prouver la continuité historique entre le royaume wisigoth, qui s'était écroulé avant l'invasion arabe du VIII^e siècle, et l'Espagne victorieuse de la Reconquête : la présence arabe se réduisait ainsi à une simple interruption — l'intrusion d'un corps étranger — de l'essence espagnole romano-wisigothe. La nécessité d'effacer l'affront historique causé par la déroute du roi Rodrigue à Guadalete, et de restaurer une Espagne pure, sans la souillure du contact avec les cultures musulmane et juive, a cessé d'être une mythologie pour devenir la doctrine officielle de l'Etat. Une fois les Maures vaincus et les juifs expulsés, la question de la pureté du sang fut au centre de la vie sociale espagnole durant les XVI^e et XVII^e siècles. L'Espagne a renoncé à la modernité et laissé son économie et sa culture tomber en ruine pour préserver son imaginaire pureté. Or, toutes ces rancœurs, ces fantasmes et ces mythes imprègnent le discours des universitaires de Belgrade dont le « contenu » a servi de base à la politique des Milosevic, Karadzic et leurs partisans. L'histoire se répète sans guère de changement : la même fureur « antiturque », le même fanatisme ecclésiastique, les mêmes mythes et travestissements de l'histoire... Le responsable de crimes sans nombre contre l'humanité, le « poète » et psychiatre Karadzic, est qualifié par les évêques et les papes de l'Eglise orthodoxe de « fils préféré de Jésus-Christ » ! La comparaison entre l'histoire espagnole il y a de cela quatre siècles et celle de la Serbie aujourd'hui est saisissante. Dans les deux cas, on se trouve face à des Eglises ultranationalistes et belliqueuses, emplies de haine contre l'islam, fût-il aussi ouvert, tolérant et laïque que celui de la communauté musulmane bosniaque.

La seconde parenté avec notre histoire concerne un épisode beaucoup plus récent, le parallèle entre Madrid en 1936 et Sarajevo en 1992, entre la Bosnie agressée et martyre et l'Espagne républicaine trahie par sa propre armée. Dans les deux cas, on retrouve le combat des principes démocratiques contre la barbarie, la légitime défense d'un Etat légal contre des armées belliqueuses, nourries de valeurs rétrogrades telles que la « tradition », le « sang », la « terre », la « famille », celles-là mêmes que maniaient Hitler, Mussolini, Franco et Pétain. En Bosnie, nous avons assisté à la lutte menée par les défenseurs d'un Etat formé de citoyens indépendants de leurs origines et par les valeurs sur lesquelles se fondent nos démocraties contre l'atavisme tribal exacerbé par quelques scélérats dont les crimes mériteraient un nouveau Nuremberg. De même que la France et la Grande-Bretagne ont abandonné à son sort la République espagnole en acceptant un embargo sur les armes qui la laissait sans défense devant les armées bien pourvues en munitions par Hitler et Mussolini, de même l'ONU et la Communauté européenne ont trahi et vendu la Bosnie. Les dizaines et dizaines de réso-

lutions contre les crimes et les agressions serbes sont restées lettre morte. La myopie de Chamberlain et Daladier a été largement dépassée par le mélange de cynisme, d'hypocrisie et de désinformation systématique de lord Owen, de Boutros-Ghali et des différents chefs militaires de la FORPRONU. De toutes les résolutions du Conseil de sécurité, une seule a été appliquée, celle qui entraînait l'embargo sur les armes à destination des « belligérants » et qui ne châtiât que les Bosniaques puisque les Serbes disposent de tout l'arsenal de l'ex-armée yougoslave. Il suffit de lire les interventions d'Alija Izetbegovic à l'ONU et de les comparer avec celles du représentant espagnol à la Société des Nations, Alvarez del Vayo, pour découvrir la même indignation morale devant un tel déni de justice obstiné, la même indifférence et la même lâcheté de la part des gouvernements démocratiques, sourds, aveugles et muets. « Défendez-nous ou bien laissez-nous nous défendre ! » demandaient les Espagnols, et demandent également aujourd'hui, en vain, les Bosniaques. Digne successeur de la Société des Nations, l'ONU préfère pactiser avec les agresseurs. L'unique intervention armée de la FORPRONU durant le siège de Sarajevo fut contre l'armée bosniaque, pour l'empêcher de reconquérir un secteur proche de l'aéroport !

R.E.P. — *Quelles réflexions vous inspire le fait que les exclus, dans ces deux moments décisifs de l'histoire de l'Europe, soient des musulmans ?*

J. G. — L'élimination, l'éradication de la présence musulmane en Occident furent le résultat d'une politique menée de façon graduelle depuis l'abolition du statut mudéjar par les Rois Catholiques en 1502 jusqu'à l'expulsion des Morisques en 1609. Dans les Balkans, on commence à assister à une situation qui n'est pas sans ressemblances : après le génocide de Bosnie, les communautés musulmanes du sandjak et du Kosovo vivent une situation de terreur et d'oppression qui peut exploser à tout moment. Le conflit peut s'étendre rapidement à la Macédoine et à l'Albanie et provoquer une guerre généralisée dans les Balkans. Le « nettoyage ethnique » des zones occupées par Karadzic s'est accompagné d'un véritable « mémoricide » : la destruction du patrimoine historique musulman et ottoman du peuple bosniaque. Les treize mosquées de Banja Luka ont été détruites. Les *chetniks* suivent en cela le modèle des fascistes chypriotes-grecs après la mise en échec de leur plan — plan qui, à l'époque, fut révélé à Oriana Fallaci par l'archevêque Makarios, alors récemment destitué, et qui visait à exterminer la totalité de la minorité turque avec la destruction de toutes les mosquées, des *zawiyas* et *medersas* et leur transformation en parkings, comme cela a été le cas dans le sud de l'île après l'intervention d'Ankara. C'est un fait, il y a une volonté de la part des fanatiques orthodoxes, partagée par une grande partie de la classe politique serbe, russe et grecque, de liquider l'islam européen. La manière d'agir des Rois Catholiques est devenue la norme.

R.E.P. — *Dans votre enquête sur l'Algérie, vous expliquez comment on en est arrivé à une guerre civile plus ou moins acceptée par les parties en conflit. Pouvez-vous rappeler ici les données du problème ? Comment, plus précisément, expliquer le double rejet auquel on assiste aujourd'hui ?*

J. G. — Je crois que dans mon reportage publié dans *El Pais* et repris en français par *La Nuée bleue*, j'explique les raisons culturelles, politiques et économiques de l'échec du FLN et de l'essor du FIS. En gros, mes analyses coïncident avec celles que développent Mohamed Harbi, Sami Naïr et Ahmed Rouadja. Il y a eu d'abord une dévastation culturelle qui a effacé les traditions religieuses populaires durant l'occupation française. Une figure spirituelle aussi importante que celle de l'émir Abdelkader a été escamotée. Les Algériens connaissent aujourd'hui l'épopée héroïque de sa résistance mais, pour ainsi dire, personne — et pas plus les chefs du FIS que les autres — n'a pris connaissance de ses écrits mystiques, aux antipodes de l'intolérance et de l'instrumentalisation de l'héritage islamique qui ont cours aujourd'hui en Algérie. Le monopole politique du FLN, dénoncé dès ses débuts par Boudiaf, a eu pour résultat le clientélisme, la corruption, l'arbitraire et le totalitarisme du régime Boumediene. La politique d'industrialisation accélérée, destinée à faire de l'Algérie la puissance dominante au Maghreb, n'a fait que créer un immense cimetière industriel et ruiner une agriculture séculaire. Aujourd'hui, l'Algérie doit importer plus de 90 % de sa consommation alimentaire. Les prix de ces importations, en plus des intérêts accumulés de la dette, dépassent de beaucoup les revenus de la vente du pétrole et du gaz naturel. Une véritable catastrophe !

R.E.P. — *On ne peut nier qu'en Algérie, au fond, il y a un problème culturel, chaque partie rejetant une ou plusieurs facettes de l'identité algérienne auxquelles est particulièrement attachée l'autre partie. Comment, dans ces conditions, s'en sortir sur le plan politique ?*

J. G. — L'Algérie est un pays riche de par la multiplicité de ses cultures : l'arabomusulmane, la berbère — dans ses modalités kabyles, chaouia, mozabites — et, pour finir, la française. Les efforts pour favoriser la première, volontairement mise en retrait par les autorités coloniales puis par les hiérarques du FLN, m'apparaissent comme quelque chose de juste et de raisonnable. Mais cela ne doit pas se faire aux dépens des autres composantes de l'identité nationale. Les Berbères ont le droit de parler et d'écrire dans leur langue, et le français doit demeurer comme véhicule de contact avec le monde européen. Posséder deux langues et deux cultures vaut mieux que de n'en posséder qu'une ; en posséder trois est mieux encore. Il faut additionner et non pas soustraire. Disant cela, on ne peut oublier que l'arabe doit être la première langue et qu'un rapprochement entre l'arabe standard modernisé et le dialecte algérien est indispensable à la renaissance et à l'enracinement d'une littérature nationale algérienne. Les expériences théâtrales de Kateb Yacine constituent un premier pas important sur cette voie.

R.E.P. — *En Bosnie comme en Algérie, on a assisté à un processus de démonisation en deux temps : les victimes, déjà désignées, sont accusées d'être des étrangers, puis ces « étrangers » sont déplacés ou massacrés. Que recouvre aujourd'hui cette figure d'étranger qui vous a souvent préoccupé ?*

J. G. — Ce qui s'est passé en Bosnie et en Algérie s'inscrit dans un cadre plus vaste. Cela s'est produit aussi, heureusement sur une échelle moins importante, en Espagne, en France, en Allemagne, etc. Les Arabes nés en France et les Turcs nés en Allemagne continuent à être considérés comme des étrangers par de larges secteurs de la société pour qui le *jus sanguinis* est plus important que le *jus soli*. On les hait ou on les méprise parce qu'ils sont différents et on ne leur reconnaît pas la volonté d'effacer ces différences. Ainsi, on les place dans une impasse et on les démontre. La même chose existe pour la population gitane. Installée dans la péninsule Ibérique depuis bientôt plus de cinq siècles, aussi espagnole que n'importe quelle autre, cette communauté est marginalisée et même parfois persécutée. Une enquête récente a montré que 37 % des jeunes Espagnols se déclaraient partisans de son expulsion, comme au temps des Rois Catholiques et de Ferdinand VI !

R.E.P. — *Les solutions de partage qui ont à présent la faveur de l'opinion internationale, par-delà le fait qu'elles pourraient assurer l'intégrité physique d'une partie de la population musulmane, ne sonnent-elles pas le glas des mélanges, des métisages, des identités à composantes multiples ?*

J. G. — Accepter le partage des dépouilles de la Bosnie serait une capitulation de l'ONU, de l'OTAN et de la Communauté européenne devant une bande de psychopathes et de scélérats qui, au lieu d'être reçus avec tous les honneurs à Paris, Londres, New York et Genève, mériteraient d'être jugés par un tribunal international pour leurs crimes contre l'humanité. Les gouvernements qui se résignent à récompenser l'agresseur — ou qui souhaitent le faire — savent-ils qu'ils incitent Jirinovski et les autres extrémistes à suivre l'exemple de Milosevic, Karadzic et consorts ? Partager la Bosnie, ce serait ouvrir la porte à de nouvelles tueries et à de nouveaux nettoyages ethniques. Si l'Occident n'est pas disposé à défendre ses valeurs en Bosnie, il doit au moins permettre aux Bosniaques de les défendre.

Traduit de l'espagnol par Yves Gonzalez-Quijano